

2 Politique

Entretien avec le président de l'Union pour la démocratie et l'intégration sociale Hervé Patrick Opiangah : " des ministres de la République, ont un double agenda, rongé de l'intérieur tel le ver dans le fruit "

Propos recueillis par Jonas OSSOM-BEY & Juste KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

Sans langue de bois, le président de l'UDIS se livre. Il parle notamment de son soutien à Ali Bongo, donne son point de vue sur les détournements, la gouvernance, le dialogue politique, l'opposition. Connu pour son franc-parler, cet homme politique proche du chef de l'Etat pointe du doigt certains hauts fonctionnaires impliqués dans des malversations et insiste sur le fait que ces derniers doivent rendre des comptes. Lecture.

l'union. Lors du discours inaugural de son dialogue national, l'opposant Jean Ping a déclaré : « nous sommes parvenus au terme de notre démarche de légitimité républicaine. Désormais, tout peut être envisagé ». Comment réagissez-vous à de tels propos ?

Hervé Patrick Opiangah : De lui, je dirais simplement que cela ne m'étonne pas du tout. Car, au mois d'août dernier, j'avais déjà relevé le fait qu'il y avait, dans ses discours, des lapsus révélateurs par rapport à son idée d'exterminer certains compatriotes. Pour moi, il ne s'agit là que d'une suite logique de la politique de la terre brûlée prônée, depuis toujours, par Monsieur Ping. Pour moi, c'est un non événement.

Mais, ce sont des propos tout de même graves...

...Ce sont des propos pouvant donner lieu à diverses interprétations. M. Ping est un citoyen gabonais, il vous revient à vous journalistes de lui poser la question, de manière à ce qu'il éclaire la lanterne de tout un chacun sur le sens réel de cette déclaration.

Depuis la fin de la dernière élection présidentielle, l'Union pour la démocratie et l'intégration sociale (UDIS) est absente de la scène politique nationale. Qu'est-ce qui explique cette absence ? A quand la rentrée politique de votre parti ?

- J'ai appris une chose. La politique est une course de fond et non de vitesse. Nous sortons d'une échéance électorale majeure il y a à peine quatre mois. Et je pense que pour une structure qui se veut responsable et sérieuse, il était important de s'atteler à dresser d'abord le bilan de l'avant campagne, de la campagne et de l'après-campagne. De façon à analyser de manière objective ce qui a marché et ce qui ne l'a pas été. D'autant plus que nous avons engagé d'importants moyens financiers, matériels et humains. Il importait donc d'établir les responsabilités des uns et des autres. La permanence de notre parti est ouverte depuis plusieurs mois à cet effet. Dans le même temps, nous avons en ligne de mire d'importantes échéances politiques, notamment le dialogue prôné par le chef de l'état. Dont les consultations officielles sont menées depuis plusieurs semaines par le chef du gouvernement, Emmanuel Issoze Ngondet. Dans ce cadre, le Premier ministre nous recevra ce mercredi (hier) pour discuter des modalités et autres aspects relatifs à cette grande concertation nationale. C'est vous dire que l'UDIS n'a nullement besoin de communiquer à tout va. Nous menons un travail de fond. Le plus important étant d'être présent au moment indiqué.

Faut-il croire que vous n'êtes qu'un parti soutenant le président Ali Bongo Ondimba ?

- Alors là, j'en rigole un peu. Je pense qu'il va falloir rafraîchir un tout petit peu la mémoire de tout le monde. Après ma détention pour des motifs politiques, en 2006, le parti avait certes la reconnaissance juridique, mais n'avait pas encore le récépissé délivré par les autorités compétentes pour exercer et prendre part à une quelconque élection. Ce n'est que trois ans plus tard que nous l'avons eu. Cette année fut, comme vous le savez, une année électorale à la suite de la disparition du président Omar Bongo Ondimba. Ne pouvant nous présenter à l'élection présidentielle, nous avons entrepris

d'analyser les projets de société de tous les candidats. Au sortir d'une assemblée, nous avons décidé de soutenir à l'unanimité Ali Bongo Ondimba. En 2016, à défaut de se déjuger, nous sommes restés logiques dans notre engagement en soutenant le même candidat qu'en 2009.

Certes, en 2011, il y a eu les Législatives. On m'a appris une chose en politique : Il n'y a pas d'improvisation. Après notre légalisation, le parti n'était vraiment pas structuré. Il nous a fallu d'abord le faire, en allant sur le terrain afin de mobiliser les troupes. Vu que les élections législatives devront se tenir au plus tard le 29 juillet prochain, le moment venu l'UDIS avisera.

- N'avez-vous pas le sentiment que les partis de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE) n'ont pas franchement soutenu et défendu leur champion lors de la dernière élection présidentielle ?

- C'est un secret de polichinelle. Oui, ils ne l'ont pas soutenu à 100%. Il y a eu beaucoup de calculs, de doubles jeux, d'agendas cachés. Il y en a qui ont pris des engagements ici et là et en fonction de la direction du vent, ils essayaient de s'accrocher. Donc, je suis formel, beaucoup n'ont pas joué franc jeu.

Des sanctions en vue ?

- Nous avons besoin de tout le monde, mais chacun doit répondre de ses actes. C'est pourquoi je parlais de bilan tout à l'heure. Il y a eu une organisation interne propre à la galaxie présidentielle, tout comme il y a eu des accords matériels et financiers, avec des répartitions des tâches. Je pense que, dès l'instant que chacun pourra faire son bilan, ce sera quelque chose de gagné. Et ce n'est qu'à partir de ce moment que l'on pourra déterminer la responsabilité de tout un chacun par rapport à tout ce que l'on a pu dire et entendre lors de cette campagne présidentielle.

Au sortir de l'élection présidentielle, plus récemment encore lors de la remise du rapport de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne, la province du Haut-Ogooué a été pointée du doigt pour avoir voté massivement pour Ali Bongo Ondimba. Ne craignez-vous pas que les populations de cette province soient stigmatisées ?

- Les politologues vous diront que le cas du Gabon n'est pas une exception. Le repli identitaire, appelez-le comme vous voulez, est une réalité dans toutes les situations politiques au monde. Certes, je ne cautionne pas ce type de démarche. Mais, je pense que les Altogovéens se sont mobilisés tout naturellement derrière Ali Bongo Ondimba. Comme cela s'est passé sur l'ensemble du territoire pour d'autres candidats. Là dessus, il va falloir relativiser. Ce qui s'est passé au Gabon n'est pas nouveau. Récemment, en France, lors des primaires de la droite, François Fillon a obtenu 95% de suffrages dans sa région, la Sarthe. Est-ce pour autant que l'on dira qu'il a triché, au point de stigmatiser les Sarthois ?

- Les consultations relatives au dialogue national sans tabou prôné par le chef de l'Etat ont débuté depuis plusieurs semaines. L'opposition organise le sien depuis lundi. N'avez-vous pas l'impression, sur ce point, que le pouvoir s'est fait doubler ?

- Je crois que non.. Je dirai que c'est une question de programmation, car quand on veut véritablement prôner le dialogue, l'on s'assure que l'on a touché toutes les forces vives de la Nation. Le gouvernement par rapport aux instructions du président de la République, a entrepris des démarches élargies à la majorité et à l'opposition. Pour que cela reflète véritablement la position et les aspirations du plus grand nombre, c'est-à-dire les Gabonais. Mais si on va monologuer du fait que nous appartenons tous au même bord politique, cela ne correspond à rien.

Je crois que les opposants avaient, dans tous les cas, besoin de se retrouver pour harmoniser leurs vues. Je suis certain que, demain, ils viendront assister au dialogue initié par le président de la République. Si tant est qu'ils veulent que les résolutions de leurs assises



Le Président de l'UDIS, Hervé Patrick Opiangah.

impactent sur la conduite du pays.

Pour aller un peu plus loin, nous constatons que l'opposition dite radicale, revendique les modifications constitutionnelles devant permettre le retour de l'organisation des scrutins à deux tours. Ce qui est tout à fait normal. Mais, ne soyons pas amnésiques. De 1990 à 1993, nous avons connu des avancées considérables en matière démocratique. Toutefois, à partir de 1994, alors qu'ils avaient tous les leviers du pouvoir, certains cadres du PDG avaient commencé à retoucher la Constitution. En réalité, les opposants d'aujourd'hui devraient rendre des comptes aux Gabonais. Parce que ce sont eux, à l'exemple de Guy Nzouba Ndama, alors au perchoir, qui ont retardé les avancées démocratiques dans notre pays.

Ils devraient avoir cette sagesse et cette honnêteté intellectuelle de pouvoir dire que nous prenons sur nous, nos propres turpitudes et allons-y dialoguer pour libérer le pays au profit des jeunes générations et pour la prospérité. Car, c'est en modifiant la Loi fondamentale qu'ils ont créé le malaise. Pourquoi ne pas le réparer en allant au dialogue avec des arguments et contre arguments comme ils l'avaient fait autrefois ?

Quel pourrait être l'apport de l'UDIS lors de ces assises ?

- En toute modestie, je vous dirais que l'impunité est vraiment la pandémie qui bloque notre décollage vers le développement. Et pour cause : ce pays a tant donné à tous ses fils et filles. Qu'avons-nous en retour donné à notre beau Gabon ? Toutes ces personnes qui composent l'opposition ou la majorité n'ont pas hérité d'un père ou d'une mère. Ils se sont servis de l'Etat gabonais. Alors, je pense que c'est à eux aussi de comprendre qu'aujourd'hui c'est peut-être compliqué. L'impunité telle qu'elle est pratiquée chez nous, favorise l'anarchie et le désordre et le non-respect des institutions. C'est pourquoi, je pense que si on règle ce problème d'impunité, on aura réglé 50% des problèmes du Gabon, voire plus. Parce que, enfin, on travaillera pour la Nation.

Au-delà de ce constat, je voudrais inviter les leaders de l'opposition à aborder la question de l'impunité en profondeur. Et pour traiter ce problème en profondeur, je pense qu'il n'est plus question de dire que l'on va enfermer X ou Y, sinon on n'aura pas assez de places pour emprisonner tout le monde. Parce que, personne n'est blanc comme neige. En toute humilité, il faudrait peut-être que les gouvernants songent à initier une loi d'amnistie, de manière à remettre tous les compteurs à zéro. De sorte que, après, celui ou celle qui sera pris la main dans le sac devra payer le prix fort.

Parallèlement à cette loi, on pourrait accorder un délai à toutes les personnes morales ou physiques qui auraient détourné les deniers publics, pour rapatrier cet argent au Gabon et donner un pourcentage de 5 ou 10% à l'Etat. Le reste, ils l'investiraient pour rebooster l'économie du pays. S'ils ne sont pas prêts à faire ce sacrifice, cela voudrait dire qu'ils n'en ont cure des Gabonais. Pour revenir au dialogue national, le Gabonais lambda se demande ce qui a changé depuis les précédentes assises. Il a besoin que l'on s'occupe de ses problèmes quotidiens. Notamment l'accès à l'eau, l'électricité, la santé, la lutte contre le chômage, la construction des routes, écoles, la justice pour tous, etc.

Quel est votre jugement sur les premiers pas du gouvernement Issoze Ngondet ?

- Je considère que l'actuel chef du gouvernement mérite d'être là où il est. Parce que la fidélité compte en politique. C'est quelqu'un qui a une certaine expertise. S'agissant de son gouvernement ou de son action, je dirais qu'il a annoncé un programme sur ses 100 premiers jours, qu'il faudrait regarder dans le fond et la forme. Dans le fond c'est réalisable parce que le progrès se situe dans le temps et l'espace. S'agissant de la forme, avec la situation difficile que traverse notre pays, le contexte politique qui est exécrable, avec les revendications tous azimuts des partenaires sociaux, ce sera très difficile de le réaliser dans les temps indiqués.

Le vice-premier ministre, Bruno Ben Moubamba, a stigmatisé le comportement de ses prédécesseurs à l'Habitat et à l'Urbanisme, ainsi que certains dans l'entourage du président de la République qui auraient torpillé la politique du logement social au Gabon. Mettant en avant des détournements de plus de 250 milliards de francs. Qu'avez-vous à dire ?

- Écoutez, je puis vous dire qu'il y a des ministres de la République, sortants comme actuels, qui, selon moi, ont un double agenda rongé de l'intérieur tel le ver dans le fruit. Beaucoup d'argent a été dégagé dans la construction des logements sociaux. Cette manne ne peut pas avoir été décaissée sans que les principaux responsables rendent des comptes. Magloire Ngambia et ses collaborateurs de l'époque ne peuvent pas circuler librement dans la ville sans être inquiétés. Ils doivent répondre de leurs actes. Avec lui, beaucoup d'autres ministres. Autre exemple, au sujet du problème d'adduction d'eau pour ravitailler Libreville, Ntoundou et autre, plus de 110 milliards de francs ont été décaissés du temps des Désiré Guedon et Étienne Ngoubou. S'ils ont échoué, c'est à eux, ainsi que les autres ministres financiers de l'époque, de rendre des comptes. Tout comme les différents directeurs généraux du Budget, les Trésoriers payeurs généraux sont parmi des personnalités qui se sont enrichies ostensiblement pendant que les Gabonais continuent de croupir dans la misère. Le Parlement doit enquêter pour tirer toutes ces situations au clair.

Pourquoi, l'UDIS n'est-elle pas présente dans l'actuel gouvernement d'ouverture ?

- Quand on parle d'ouverture, il s'agit de la majorité et de l'opposition. Quand on accompagne une politique ou un projet de société, le plus important est de voir ce projet se matérialiser d'abord. Et puis, cela se passe au mérite. Si l'UDIS n'a pas été récompensée aujourd'hui, elle pourra l'être demain. Voilà. Si on fait une fixation, il se pose alors le problème de la loyauté. Nous l'avons vu avec Séraphin Moundounga qui a quitté la barque à quelques heures de la proclamation des résultats du scrutin présidentiel. Je ne crois pas qu'il ait toujours été loyal avec Ali Bongo Ondimba. Je soupçonne beaucoup de ses collègues, restés au gouvernement, de continuer à jouer, comme lui, le double jeu. C'est au chef du gouvernement d'être vigilant.

Beaucoup, au sein du PDG notamment, reprochent au président de la République d'être sous l'emprise de ses "amis". Nous vous savons très proche de lui. Qu'avez-vous à répondre ?

- C'est une question très profonde. Ali Bongo est avant tout, un homme. Et on ne peut pas l'empêcher d'avoir des relations. Je ne saurais m'ingérer dans les rapports qu'il peut avoir avec une ou d'autres personnes. Par contre ce que les Gabonais attendent du chef de l'Etat, c'est qu'il impulse et veille au respect et à la matérialisation de son projet de société. Le plus important c'est de trouver le juste milieu et on ne peut pas lui reprocher d'avoir des amis. Qui, de tous ceux qui posent cette question ou de tous ceux qui sont en face (opposition), n'a pas d'amis ? S'il y a certains parmi eux qui ont commis des erreurs, d'autres par contre sont irréprochables. C'est la nature de l'homme. Au final, face à cette situation politique, chacun de nous a la responsabilité devant Dieu et devant les hommes d'empêcher notre pays de plonger dans un chaos sans précédent.